AFGHANISTAN

Washington demande aux Européens des troupes et des fonds

Les Etats-Unis ont demandé hier à Berlin, aux Européens d'envoyer plus de troupes et de fonds pour former l'armée afghane s'ils veulent éviter de devoir rester indéfiniment en Afghanistan.

«Les Etats-Unis assument leur part (...), l'Europe et l'Allemagne peuvent et doivent en faire plus», a déclaré le représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Otan, Ivo Daalder, lors d'une conférence sur les relations transatlantiques à Berlin.

«Les renforts de troupes que nous et d'autres avons envoyés pour renforcer la sécurité (pendant l'élection présidentielle) doivent rester après les élections», a-t-il ajouté dans un discours qui apparaît comme le premier appel concret de l'administration du président Barack Obama à des renforts. Plusieurs pays de l'Otan, dont l'Allemagne, ont accepté d'envoyer temporairement des renforts pour le scrutin présidentiel du 20 août. Le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer a chiffré ces renforts à entre 8 000 et 10 000 hommes. M. Daalder a également demandé aux Européens de contribuer davanatage au financement de la formation de l'armée afghane. «Selon nos meilleures estimations, il faut 17 milliards de dollars, peut-être plus, pour mettre sur pied l'armée afghane et 2 milliards de dollars par an pour son fonctionnement», a expliqué M. Daalder. Les Etats-Unis paieront 5,6 milliards de dollars cette année et 7,5 milliards l'année prochaine. «L'Afghanistan ne peut en aucun cas payer pour ces forces, si nous ne les finançons pas», a-t-il souligné, chiffrant à 750 millions de dollars les recettes du gouvernement afghan pour toute l'année 2008. L'assistance promise jusqu'à présent par les donateurs internationaux, dont l'Allemagne, «est insuffisante. Nous devons agir de façon décisive et rapidement», faute de quoi nous devrons rester plus encore plus longtemps en Afghanistan, a-t-il averti.

Photo : DR

Jaap de Hoop Scheffer.

Un des plus hauts reponsables du département d'Etat, Anne-Marie Slaughter, a enfoncé le clou. «Si nous ne fournissons pas les fonds et la formation de l'armée afghane, cela coûtera encore plus cher de maintenir nos troupes là-bas», a-t-elle dit. «Il s'agit de faire un investissement avisé maintenant.» Mme Slaughter a rappelé que pendant sa campagne électorale, Barack Obama avait annoncé qu'il prendrait certaines décisions qui plairaient aux Européens mais qu'il leur demanderait d'en faire plus. «C'est ce que vous venez d'entendre de l'ambassadeur Daalder», a expliqué la directrice du Centre pour la planification de la politique du département d'Etat. L'envoyé spécial allemand pour l'Afghanistan et le Pakistan, Bernd Mützelburg, a reconnu, quant à lui, que «bien évidemment, les Européens allaient devoir en faire plus» mais qu'«avec cette crise économique, ce ne sera pas facile». La plupart des experts de politique étrangère s'attendaient à ce que Washington ne présente de nouvelles demandes à l'Allemagne qu'après les élections législatives du 27 septembre. M. Daalder devait avoir hier des entretiens à la chancellerie et au ministère des Affaires étrangères, a indiqué l'ambassade des Etats-Unis.

Berlin déploie quelque 3 700 soldats au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan en Afghanistan et s'est engagé à porter ses effectifs à un maximum de 4 400 avant l'élection présidentielle. Mais la mission de la Bundeswehr en Afghanistan est très impopulaire en Allemagne.

SANCTIONS CONTRE L'IRAN AU G8

Frattini revient sur les propos de Berlusconi

Le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, a minimisé hier les propos de Silvio Berlusconi sur d'éventuelles sanctions contre l'Iran qui pourraient être discutées lors du sommet du G8 la semaine prochaine. «Si le président Obama a tendu la main à l'Iran jusqu'à fin décembre, je crois que nous ne pouvons pas la retirer avant décembre», a déclaré le ministre, en marge d'une rencontre avec son homologue croate. «Il y a une main tendue mais pas pour un temps indéterminé», a-t-il ajouté, cité par l'Ansa. Lundi, Silvio Berlusconi avait affirmé que d'éventuelles sanctions contre Téhéran figureraient en tête des sujets traités par le sommet du G8 de L'Aquila (Italie), du 8 au 10 juillet. «D'après les communications téléphoniques que j'ai pu avoir avec les autres leaders, je crois que nous irons dans la direction que vous indiquez, c'est-à-dire celle des sanctions», avait-il répondu à un journaliste qui l'interrogeait sur d'éventuelles sanctions du G8 contre Téhéran. Le G8 des affaires étrangères de Trieste (nord-est) s'est contenté vendredi dernier de «déplorer» les violences post-électorales en Iran, sous la pression de Washington et de Moscou qui veulent préserver les chances d'un dialogue sur le programme nucléaire controversé de Téhéran, selon des sources diplomatiques en marge de la réunion.

PUBLICITE